

GUIGNOL ILLUSTRÉ

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
A L'IMPRIMERIE C. GUICHARD
40, place de Lyon, 40

ABONNEMENTS HORS DE LYON
2 fr. 50 c. pour trois mois.

JOURNAL PATRIOTIQUE, PARAISSANT LE SAMEDI

RÉDACTEUR EN CHEF : LÉGION.

BUREAUX DE VENTE

LIBRAIRIE MÉRA
13, rue de Lyon, 13

Les manuscrits ne sont pas rendus.

LA SAINT BUGNARD.



Nom d'un rat ! faut-y pas que je fasse mon carnaval avè de bugnes, pendant que ce mangeur de choucroûte y se gonfle la bazane avè mon fricot !

IL SAIT NAGER!

Aux de Fualdès.

C'est fois, gones de la ville,
Nous vous être bien menés
Et même ment gouvernés
Par un mami fort habile,
Qu'risque pas de se nayer,
Attendu qui sait nager.

Y connaît le courant du Rhône,
Y s'appelle Valentin,
Y viendra chaque matin
Piquer une tête en Saône,
Ou plonger à hausse-pieds
Pour pas se casser le nez.

Vrai que depuis qu'y n'esse en place,
Y n'a pas trop fait de bruit,
On ne sait pas s'y n'est chez lui
Ou ben encore en Alsace;
P't'être qui cherche Marmet
Pour le nommer sous-préfet.

Pis, quand on veut magner l'empainte
Et gouverner le barcot,
Faut pas rien être si sot
De chiner à toute éreinte;
Faut savoir se ménager
Pour quand il faudra nager.

Faut aller à la decise,
Et, pour pas se ficher d'dans,
Bien sogner d'où vient le vent,
Tendre la voile à la bise:
C'est le moyen d'arriver,
Et de pas se deponter.

Comme ça, si la République,
Venant z'à faire le plongeon,
Allait trouver les goujons,
Faut avoir de la rebrique,
Pour rester avé de quoi
Devenir un gros bargeois.

Mercions donc la Providence
Et pis Mesieu Manuel,
Qui nomme, au lieu d' Caramel,
Un Parfait qu'à d'inducance,
Qui, si nous tombons dans l'eau,
Saura faire les agottiaux.

GUIGNOL,

De l'Académie française du Gorguillon,
Candidat z'à la députation.

BULLETIN DE LA GUERRE.

La signature de l'armistice conclu par le gouvernement de Paris est peut-être la plus désastreuse défaite que nous ayons subie depuis le commencement de la guerre. Une suspension d'armes est une opération militaire plus importante souvent qu'un combat et qui demande à être traitée avec la même prudence et le même savoir qu'un mouvement stratégique. Le gouvernement de Paris, en décidant sans connaissance de cause, sur une situation militaire qui n'était pas de son ressort, a commis une faute impardonnable à tous les points de vue. Il a agi avec une légèreté et un arbitraire coupables, en livrant à l'ennemi des territoires et des armées dont il ne pouvait pas disposer.

Nous ne partageons pas les illusions que la circulaire de M. Gambetta, les dépêches de Garibaldi et l'ordre du jour du général Clinchant auraient voulu faire accepter. L'armée de l'Est était irrémédiablement perdue. Les 50,000 hommes de Garibaldi, bien loin de la sauver et de prendre l'ennemi entre deux feux, comme le disait le ministre de la guerre, auraient été eux-mêmes enveloppés, s'ils avaient continué leur marche étourdie en avant. Le malheur, au contraire, a été que l'armistice ne se soit pas appliqué à cette partie du théâtre de la guerre. Un autre malheur encore, c'est qu'une partie notable de la rive gauche de la Loire ait été, de gaité de cœur, abandonnée aux généraux allemands. Dans l'Est, le texte de la convention a été étrangement interprété. Une ligne de démarcation devait séparer les belligérants dans les départements de la Côte-d'Or, du Jura et du Doubs; mais, grâce aux inconséquences de cette convention, qui y permettait la continuation des hostilités, l'ennemi a pu occuper en entier ces départements qui devaient être partagés.

De cette façon, les troupes de Manteuffel ont pu occuper Saint-Claude, Lons-le-Saulnier et Beaune, en même temps que celles du prince Frédéric-Charles ont pu établir leurs avant-postes jusqu'aux portes de Bourges. On peut consulter la carte de notre dernier numéro pour constater quel désavantage stratégique nous a créé la honteuse convention de Paris. Les bassins de l'Allier, de la Loire supérieure et du Rhône sont entièrement ouverts à l'ennemi. La chaîne de montagnes qui sépare ces cours d'eau est en même temps débordée. Toute armée qui, de notre côté, tenterait d'agir en s'appuyant sur cette base d'opérations et sur Lyon, ne pourrait se porter en avant, sans prêter le flanc à deux corps ennemis et compromettre sa ligne de retraite. Les choses en sont à ce point, que l'on peut presque dire que Lyon est entre les mains de l'ennemi, et qu'en cas de continuation de guerre, nous aurions à entreprendre, non pas une seconde, mais une troisième campagne, ayant pour base immédiate les provinces méridionales.

FOLLARD.

LA GUERRE A OUTRANCE.

La guerre à outrance est une chose insensée et absurde.

La guerre à outrance, c'est lancer des masses inexpérimentées contre des troupes solides et aguerries; c'est jeter sur les champs de bataille des jeunes gens arrachés depuis quinze jours à leur foyer et dont un tiers remplit les hôpitaux avant d'apercevoir l'ennemi.

La guerre à outrance, c'est entreprendre la lutte insensée du nombre contre la discipline, de la fureur aveugle contre la science militaire; c'est envoyer mourir de faim et de froid des malheureux travestis en soldats.

La guerre à outrance, c'est injurier le vainqueur en prose et en vers, soit dans un beau style, soit dans le langage des halles; c'est rédiger des ordres du jour de capitaine Fracasse; c'est répondre à chaque défaite par des gasconnades; c'est s'attribuer des victoires fantastiques dans des dépêches mensongères; c'est brailler des chants plus ou moins patriotiques, crier, hurler dans les rues et dans les journaux, et pleurnicher quand l'ennemi vous saisit de sa main de fer.

De cette guerre-là nous n'en voulons point, nous l'avons condamnée et repoussée toujours, et cependant nous demandons la prolongation de la guerre. Mais nous voulons la vraie guerre, la guerre qui se fait non par la supériorité numérique des bataillons, mais par l'habileté de leur disposition. La guerre qui cherche le succès non dans la multiplicité des combats, mais dans l'adresse des mouvements et la précision des marches, la guerre qui coûte moins de sang aux soldats et plus de fatigues aux généraux, la guerre enfin qui se fait moins avec l'épée qu'avec l'intelligence, où les coups de canon sont soutenus par les coups de plume, où l'homme de guerre est doublé de l'homme d'Etat.

Cette guerre ne nous vaudra peut-être pas de ces brillantes victoires auxquelles l'amour-propre national se complait, mais elle nous assurera des succès durables; elle écrasera peut-être de fatigues les secrétaires des ministres, les officiers d'état-major, elle mettra peut-être à bout de forces le général et le diplomate, mais elle épargnera bien des deuils et bien des larmes, et au prix de moins de sang répandu, elle donnera des résultats plus décisifs.

Qu'on le sache bien, du jour où M. de Moltke rencontrera sous la pointe de son compas stratégique des lignes habilement tracées, il ralentira la marche de ses colonnes; du moment où M. de Bismark recevra des notes diplomatiques rédigées avec intelligence, sans emphase, mais avec fermeté, et témoignant d'une connaissance exacte de la situation, il parlera lui-même un langage moins exigeant et moins impérieux; du jour aussi où les publicistes allemands trouveront dans nos journaux, au lieu de grossières invectives, des paroles mesurées, des réflexions sages, un patriotisme calme, le respect des adversaires, la conscience des droits légitimes de chacun, ce jour-là l'esprit public se calmera en Allemagne, les partisans de la modération et de l'équité l'emporteront sur ceux que notre attitude à rendus furieux, et la nation allemande pourra être amenée peu à peu à accepter des conditions de paix basées plutôt sur la force morale que sur des fortes-resses.

Voilà la guerre que nous demandons et que nous avons toujours préconisée. Ce n'est pas à nous et ce n'est pas ici non plus la place d'exposer le plan stratégique qu'il y aurait à suivre, mais que l'Assemblée nationale trouve l'homme d'Etat et l'homme de guerre capables d'accomplir cette tâche, plus facile qu'on ne le suppose, qu'elle confie entre leurs mains le sort de la nation, et nous osons assurer qu'avant trois mois la France aura repris le rang qu'il lui appartient et qu'elle a toujours occupée en Europe, et qu'elle relèvera du même coup et son honneur et sa fortune.

FOLLARD.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Les destinées de la France viennent d'être remises entre les mains d'une Assemblée, c'est-à-dire de quelques centaines de délégués choisis par les citoyens pour les représenter et décider des intérêts de la nation.

Le pays tout entier fonde les plus grandes espérances sur les décisions de ce corps, qui doit réunir toutes ses notabilités. En principe, il semble en effet qu'une réunion de ce genre doit offrir toutes les garanties d'intelligence, d'aptitude, d'énergie et d'élévation de sentiments. En pratique, il n'en est pas ainsi, et dans les circonstances présentes, plus qu'en aucune autre, les

vices et les faiblesses du gouvernement dit représentatif vont se manifester. Nous ne parlons pas du vice même des élections, altérées par la précipitation du vote et par l'absence d'une masse considérable d'électeurs dont l'adhésion serait indispensable. Nous ne nous préoccupons que de l'insuffisance de l'esprit public, et, nous osons l'ajouter, d'un grand nombre de ceux qui sont appelés à remplir cette difficile mission.

L'insuffisance de l'esprit public se manifeste dans les deux camps opposés. L'élément démocratique ou pour mieux dire républicain, jusque-là si uni pour combattre, s'est émietté pour ainsi dire, maintenant qu'il s'agit de consolider la forme politique dont il croit avoir assuré l'existence. Ce ne sont pas deux listes, mais six ou sept entre lesquelles la démocratie lyonnaise, l'une des plus sincères et des plus intelligentes, s'est divisée en un moment où il s'agissait, au contraire, de concentrer toutes ses forces et d'unifier tous ses efforts.

Le parti conservateur s'est montré, cette fois, plus habile; une seule liste de fusion a été admise et l'on doit reconnaître que ses candidats présentent tous, sinon des talents hors ligne, du moins des qualités d'honorabilité et de valeur personnelle incontestables. Mais si l'on cherche à se rendre compte de l'inspiration qui a dirigé ce choix, on est loin d'y trouver des preuves de cette grandeur d'idée, de ce sentiment vrai de la situation qui aurait dû éclairer les électeurs dans un moment aussi critique et aussi suprême.

Nous ne voulons citer, pour preuve de cela, que certains commentaires qui accompagnent les noms de la liste conservatrice:

« TROCHU et JULES FAVRE. — Les chefs du gouvernement de la défense nationale, de ce gouvernement qui lutte depuis six mois contre la plus terrible « fortune. Ces candidatures sont un hommage rendu à la résistance de l'héroïque ville de Paris, qui « n'a capitulé qu'après sa dernière bouchée de pain. »

Nous ferons observer d'abord que le gouvernement de la défense nationale n'a pas six mois, mais quatre mois seulement d'existence, et que Paris a capitulé, non pas après, mais avant sa dernière bouchée de pain, et en cela il a sagement fait. Ces observations, du reste, sont peu importantes. Mais s'agissait-il bien de rendre hommage à quoi que ce soit, à Paris plutôt qu'à Bitch, Belfort ou Strasbourg? Et pourquoi n'aurait-on pas plutôt nommé le général Uhrich, le colonel Denfer ou le commandant Taillant dont l'héroïsme était certainement au-dessus de celui du général Trochu et de M. Jules Favre, soit dit sans déprécier le mérite de ceux-ci. Mais en réalité, il ne s'agissait pas d'hommage; un vote n'est pas une couronne de laurier. Il s'agissait de sauver le pays et non pas de décorer qui que ce soit. Mais continuons:

« DUCARRE. — Républicain austère, d'une probité « et d'une énergie indiscutée. »

Quant à l'énergie et à la probité de M. Ducarre, nous serions les premiers à les proclamer. Mais que signifie cette grotesque signification de républicain austère? Veut-on faire passer notre spirituel et railleur conseiller municipal pour un Caïon ou un farouche Brutus, dont il n'a ni le caractère ni les principes politiques?

« DE LAPRADE (de l'Académie française). — Le poète « national, destitué par Bonaparte pour crime d'indépendance, a souffleté Guillaume de toute la vigueur « de son talent. »

Cette fois nous tombons dans la ritournelle et dans les banalités. Que signifie ce Bonaparte, pourquoi ne pas dire tout simplement destitué sous l'empire? Avec ce Bonaparte et ce républicain austère, les conservateurs semblent vraiment vouloir leurrer le parti républicain, comme les en accuse le Progrès. Quant au soufflet poétique donné à Guillaume, il est à retranscrire des œuvres de notre grand poète, et au point de vue politique, il ne servirait qu'à le faire passer pour un nouveau Lamartine. Triste recommandation!

« MANGINI!!! » Nous n'avons pas le courage de pousser plus loin.

Assurément, dans la liste que nous examinons, la plupart des candidats, y compris MM. Ducarre et de Laprade, se recommandent par l'intelligence et la fermeté du caractère; mais ils seront incontestablement débordés, écrasés, étouffés par l'ensemble des sentiments et des préoccupations qui les auront appelés au pouvoir et dont nous venons de citer des exemples.

On semble avoir eu à nommer des députés simplement pour débattre, selon l'usage, des questions purement législatives, et l'on paraît avoir oublié qu'il s'agit, en réalité, de décider sur l'être ou le non-être de la France.

On dira peut-être que la gravité même de la situation élèvera l'âme des représentants à la hauteur des circonstances. Mais peut-on l'espérer, quand les électeurs eux-mêmes n'en ont pas subi l'influence? Peut-on également espérer trouver plus de 700 personnes capables de prononcer avec certitude sur des intérêts aussi décisifs, lorsque nous n'avons pu en trouver seulement douze à la hauteur d'une situation moins grave encore?

Assurément l'assemblée mettra un terme aux hésitations auxquelles le pays est actuellement livré. Mais saura-t-elle le faire en sauvegardant également et les intérêts matériels et la dignité de la nation? Nous craignons que cet équilibre ne soit pas maintenu et que la balance ne penche d'un côté plutôt que de l'autre, parce qu'il nous semble que nos délégués viennent à cette assemblée solennelle avec des préoccupations trop personnelles et trop multiples, et qu'ils y apporteront le trouble et les incertitudes qui agitent la nation.

La réunion d'une assemblée ne peut être considérée maintenant que comme un échappatoire pour se tirer d'une situation qu'il aurait fallu trancher d'une manière définitive et héroïque. C'est, à nos yeux, une des preuves les plus frappantes de l'affaiblissement du sentiment public en France.

Il n'y avait que deux moyens de résoudre la question actuelle : ou soumettre à la nation tout entière la question de paix ou de guerre, et conséquemment la forme de gouvernement à adopter ; ou bien laisser à un dictateur élu par le suffrage universel le soin de poursuivre la lutte. Le suffrage universel, base de nos institutions, à ce que l'on assure, et dont on a tant abusé, trouvait ici son application immédiate.

Le système démocratique auquel on prétendait que la France était soumise depuis le 4 septembre, imposait comme une nécessité essentielle ce mode de décision ; et quant au choix d'un dictateur, il était conforme aux traditions et aux exemples que nous ont légués les nations républicaines de tous les temps et de tous les pays. Mais, cette fois encore, la France vient de montrer qu'elle n'était ni républicaine, ni même démocratique, que chez elle suffrage universel n'est que la consécration dérisoire d'institutions anti-démocratiques. Elle a montré, de plus, jusqu'à quel point son intelligence politique, son énergie patriotique ont baissé. Quoi qu'il arrive, il demeurera certain que l'élection du 8 février n'a été pour la nation française qu'un triste faux-fuyant pour échapper à une situation qu'elle n'était ni assez forte pour supporter, ni assez ferme pour rejeter.

ARISTIDE.

LES SYMPATHIES PRUSSIENNES.

Des bruits de menées souterraines, tendant au rétablissement de l'empire, s'accroissent de plus en plus. Il serait présomptueux de vouloir préjuger du plus ou moins d'authenticité de ces nouvelles, mais il est facile, néanmoins, de dire quel gouvernement la Prusse préférerait voir s'établir en France.

Quatre formes politiques subsistent plus ou moins vivaces en France : la République et la légitimité, l'orléanisme et l'Empire.

La République en France, il n'est pas besoin de le dire, est pour la Prusse, aussi bien que pour les autres gouvernements européens, l'objet d'une répulsion profonde. Le contre-coup d'une telle révolution a toujours ébranlé les puissances voisines. Vingt ans de guerre au début de ce siècle ont valu aux Français, à l'étranger, et surtout en Allemagne, une réputation de turbulence qui maintient la crainte du nom français. 1830 et 1848, en ébranlant de nouveau les vieilles monarchies d'Espagne, d'Autriche, d'Italie, de Prusse, et jusqu'aux petits trônes allemands, a réveillé cette terreur de la France républicaine. L'Allemagne unifiée sera bientôt travaillée par les partis, et le nouvel empire n'aura rien tant à redouter qu'une alliance de la démocratie française et allemande. On peut donc croire que M. de Bismark ne négligera rien pour entraver toute consolidation de la République.

Le chancelier de l'empire allemand s'inquiète assurément beaucoup moins d'une restauration légitimiste, dont l'éventualité ne lui paraît vraisemblablement pas admissible. Mais, s'il la croyait possible, il ne la combattrait pas avec moins de ténacité que la République. Il sait fort bien quelles traditions anti-prussiennes subsistent dans la maison de France. Le concours hors de toute prévision, que l'ancienne aristocratie française a prêté à la République dans cette lutte acharnée contre l'invasion, a montré que les souvenirs traditionnels animaient encore la vieille noblesse et que la haine de

la maison de Brandebourg et des tendances prussiennes s'y était maintenue, jusqu'à amener les fils des Vendéens à servir sous les ordres d'un ministre républicain. La Prusse se souvient que la Restauration avait opéré la réorganisation de l'armée et réalisé quinze ans d'économies, en vue d'une campagne destinée à briser les traités de 1815, et de ramener la France à ses anciennes limites du Nord. La Prusse protestante aurait d'ailleurs peu de sympathie pour une monarchie essentiellement catholique, comme le serait une nouvelle Restauration ; et d'autre part, les vainqueurs de Sadowa redouteraient un souverain qui, par souvenir de famille, par communauté d'idées et de tendances, aussi bien que par sentiments personnels, est intimement lié avec la maison d'Autriche.

Le rétablissement de la branche cadette effaroucherait moins la politique prussienne. La prépondérance des classes moyennes, plus soucieuses de leurs intérêts matériels que des questions, trop métaphysiques pour elles, de patriotisme et d'honneur militaire, pourrait être un gage de paix assurée. Néanmoins, il subsiste toujours dans la branche cadette un esprit militaire et national très-prononcé. Les princes d'Orléans ont beau être les fils du roi-citoyen, ils ne sont pas impunément les petits-neveux de Louis XIV, ni les héritiers du conquérant de l'Alsace. On se rappelle tous les efforts de diplomatie de la monarchie de 1830 pour réagir contre ses propres instincts et ne pas s'engager dans des entreprises guerrières. On a vu d'ailleurs dans la guerre actuelle, les princes d'Orléans tenter l'impossible pour entrer dans les rangs de l'armée française. Il n'y aurait donc pas de ce côté non plus grande sécurité pour l'Allemagne prussienne.

Il reste maintenant l'empire. Renversé par les soldats du roi Guillaume, Napoléon III conservera sans doute une profonde répulsion contre la Prusse, il lui passera sans doute par le cerveau des désirs de revanche qui seraient aussi pour lui une réhabilitation, mais l'âge a déjà brisé ses forces. Il lui importe, avant tout, de conserver son héritage à son fils, et il aura assez à faire de se maintenir au dedans. Quelque désir de vengeance qui puisse animer la dynastie napoléonienne, de longues années s'écouleront avant que Napoléon IV entreprenne d'effacer la honte de Sedan. Au surplus, pour faire la guerre, pour tenter surtout une pareille expédition, il faut de l'argent, et la nouvelle dynastie est incapable, autant par ses habitudes que par sa condition même, de réaliser aucune économie. La fortune personnelle des Napoléon est médiocre. Les hommes politiques qui s'attachent à leur fortune, placés dans les mêmes conditions, ne le font guère que par ambition ou cupidité. Ce gouvernement a dû toujours et devra plus encore désormais, se maintenir en se faisant des créatures à prix d'argent. La guerre de 1870 a montré par quel gaspillage des finances on avait affaibli les forces militaires et politiques du pays. Que serait-ce donc si ce même gouvernement avait à reconstituer de fond en comble les ressources de la France complètement épuisées? Et l'on n'a pas à se demander si l'empire, qui avait ruiné l'Etat, surchargé nos finances de dettes énormes, si ce même gouvernement, soumis aux mêmes exigences, esclave forcé de besoins plus grands encore, serait capable de réaliser des économies suffisantes pour entreprendre une guerre aussi colossale.

Nous croyons donc ne pas être trop téméraires en supposant qu'en fait les sympathies secrètes du chancelier de l'empire et de son maître, sont entièrement acquises à une restauration bonapartiste, et que, si M. de Bismark n'est pas assez maladroit pour se livrer à des manœuvres trop apparentes, il se prêterait avec son adresse habituelle à toutes les combinaisons qui pourraient, sans le compromettre, amener un semblable résultat.

ALÉTHES.

MITRAILLEUSES.

M. Challemel-Lacour vient de prendre une décision à laquelle, pour la première fois, nous accordons toute notre approbation. Il s'est démis de ses pleins pouvoirs et de sa préfecture.

Chose rare : ce préfet a quitté son poste sans emporter... même un regret de ses administrés !

M. Challemel-Lacour, un lettré, faisait des proclamations en mauvais français ; homme bien élevé, dit-on, il était cité pour la grossièreté de son langage et de ses allures ; républicain vigoureux, il a mécontenté ses coreligionnaires politiques, qui ont été plus d'une fois sur le point de le prier, à leur façon, d'abandonner sa charge.

Une autre démission, est celle de M. Gambetta, et ce qu'il y a de plus extraordinaire, c'est que l'ex-ministre de l'intérieur et de la guerre, après avoir survécu à cent sottises, à cent maladresses, à cent actes arbitraires, a succombé dans une question où le droit et la justice étaient de son côté.

L'opinion publique, qui l'avait soutenu obstinément dans toutes ses erreurs et ses fautes, qui avait applaudi à ses proclamations grotesques et incohérentes, l'a complètement abandonné, lorsqu'il a combattu pour un principe équitable.

Il est vrai de dire que son adversaire venait de Paris. Gambetta avait été roi de la situation, parce qu'il nous était venu de Paris ; son pouvoir est tombé devant un second, arrivant plus récemment que lui de Paris.

Paris, toujours Paris, tel est le seul principe d'autorité, de raison, de justice et de vérité, que connaissent les Français de la décadence.

Croirait-on que Paris a trouvé moyen de se glorifier de sa capitulation ?

Pour nous, nous déclarons hautement, en empruntant les termes de la proclamation du gouvernement, « que « jamais une ville n'a capitulé dans des conditions « aussi déshonorantes. »

Nous n'aurions demandé à Paris que de capituler avec autant d'honneur seulement que Napoléon III.

Quand cet homme, dont les Parisiens ont salué la chute par des injures, des quolibets, quand cet homme a remis son épée au roi Guillaume, il a ajouté qu'il ne faisait abandon que de sa personne et ne disposait nullement ni de l'armée ni de la nation.

Paris s'est-il montré aussi digne ?

Non. Car pour obtenir des conditions exceptionnelles, ménager sa vanité personnelle, il a vendu à l'ennemi et la nation et l'armée.

Que l'on se récrie tant que l'on voudra, nous n'avons jamais été les amis du régime impérial ; nous l'avons combattu loyalement, en payant de notre personne et de notre fortune, mais nous devons dire aujourd'hui que Paris au 28 janvier 1871 a montré moins d'honneur, moins de dignité, moins de souci du bien public, moins de respect de l'honneur national, que l'homme de Sedan et du 2 décembre.

LÉGION.

Correspondance.

M^{me} J. B. — Vous vous méprenez sur nos intentions et nous prêtez plus de méchanceté que nous n'en avons. Nous attaquons et ne cesserons d'attaquer le *Courrier*, le *Petit Journal* et bien d'autres, toutes les fois que nous le croirons nécessaire ; nous interpellons même nominativement MM. Jouve, Millaud et Mauremont. C'est là une forme oratoire qui ne nous empêche pas de distinguer l'homme de l'écrivain ; nous ne ménagerons jamais celui-ci, mais nous serions désolés d'offenser le premier. Que cela soit bien entendu à la fois, et pour nos lecteurs et pour les personnages que nous nous permettons d'attaquer.

M. D... à Saint-Rambert. — Votre lettre, fort judicieuse, nécessitera plusieurs articles, dont nous vous soumettons le premier. Notre rédacteur a traité la question en militaire au point de vue abstrait.

M. Louis F. — Peste ! comme vous y allez ! A propos, êtes-vous bien sûr de ne nous avoir jamais parlé ?

M. E. S. à Bordeaux. — Arrivé trop tard, grâce à la poste. Merci de vous intéresser de si loin à *Guignol*.

Un vrai républicain. — Nous partageons les sentiments exprimés dans votre lettre ; mais sa publicité vous paraîtra, comme à nous, inopportune en ce moment que le dictateur est tombé. Une observation : Gambetta est né à Cahors et non à Marseille.

Un particulier. — Dis donc, petit, est-ce qu'on s'escanne comme ça, sans rien dire à son pépa ?

M. N. J. — La place nous manque en ce moment ; heureusement qu'il n'y a pas urgence. Vos projets auraient besoin d'être complétés par des dessins, et nous y reviendrons volontiers.

M. C. — La stratégie de M. de Moltke vous paraît donc comme un abîme mystérieux et insondable. Au premier moment, nous vous expliquerons dans un article, avec plans à l'appui, le mécanisme de sa tactique.

AVIS. — M. Tournier, notre précédent imprimeur, ayant jugé à propos de garder les lettres et même les demandes d'abonnements qui nous étaient adressées, — procédé qui est du ressort de M. le procureur de la République, — nous prions nos correspondants de ne pas nous rendre responsables du silence qui a accueilli leurs communications. S'ils veulent bien les renouveler, nous nous empresserons d'y satisfaire.

Le Gérant, VIBERT.

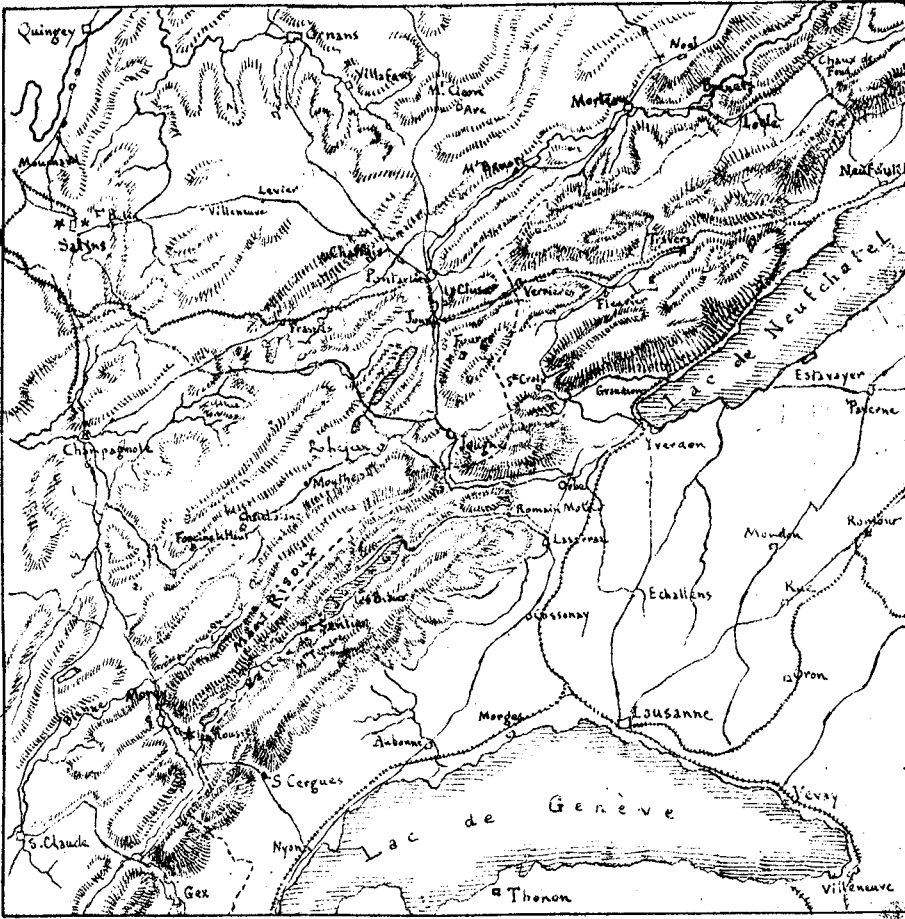
Lyon. — Imp. C. GUICHARD, place de Lyon, 40.

Retraite de l'armée de l'Est en Suisse.

L'expédition aventureuse tentée pour débloquent Belfort s'est terminée comme on devait s'y attendre. La mauvaise organisation administrative, l'incapacité du chef qui devait couvrir les derrières de l'armée, l'insuffisance des forces dont il disposait pour défendre la ligne de la Saône contre les troupes de Manteuffel, ont amené ce désastre.

Après son échec sur les bords de la Lisaine, Bourbaki ordonna la retraite. Elle devait primitivement s'opérer par les mêmes routes qui avaient amené l'armée, et même, parail-il, par la vallée de la Saône; mais une attaque de la 2^e brigade badoise, dans la direction de Lure, obligea notre aile gauche, comme le reste des troupes, à se rabattre sur la ligne du Doubs. Le 15^e corps, pressé par d'autres détachements badois, se jeta sur la même route que le 24^e corps.

Il résulta de là une confusion et un trouble qu'aggravaient encore les fatigues et les privations éprouvées par les soldats. Il y eut aussi quelque hésitation dans la marche, puisque le 23 on signalait encore à Blamont la présence du général Bressolles, avec 4,500 hommes et 3 batteries. Pressée de plus en plus par la poursuite de l'ennemi auquel s'était adjoint la 14^e division de réserve, qui occupa vers la même époque Beaume-les-Dames, l'armée tout entière dut se rejeter dans les gorges du Jura et tenter de regagner Lyon en suivant la route de la Faucille qui longe l'extrême limite de la frontière suisse. Mais déjà les avant-gardes du 7^e corps, après avoir coupé le chemin de fer de Besançon, s'avançaient dans la direction de Pontarlier. En même temps la 3^e division du 2^e corps, qui s'était dérobée à Garibaldi à la faveur de l'attaque de la 2^e division, occupait successivement Dôle, Salins et Nozeroy, puis poussait des détachements jusqu'à Moret, près du fort des Rousses, coupant ainsi les dernières communications. Nos têtes de colonne arrivaient en même temps sur ce point, prêtes à déboucher dans la vallée de la Bienne et de la Valserine. Deux régiments de cavalerie purent même se dégager; mais l'infanterie et l'artillerie durent se replier sur Mouthe. Dès ce moment, l'investissement de l'armée de l'Est était accompli; elle était cernée d'un côté par Werder, qui avait suivi la route de Montbéliard et Saint-Hippolyte sur Morteau, puis à l'ouest par la 4^e division de réserve, qui avait marché par Beaume-les-Dames et Passavant, venant rejoindre vers Pontarlier le 7^e corps, qui lui-même avait fait sa jonction avec le 2^e. Nos troupes, complètement désorganisées par une marche difficile, à travers les neiges et les montagnes, réduites de



CARTE DES PASSAGES DU JURA.

plus des deux tiers, moins par le feu de l'ennemi que par les souffrances et les fatigues, étaient hors d'état d'opposer une résistance sérieuse.

Des combats livrés contre la 4^e division prussienne à Frasnay, Sombacourt et Chaffois nous coûtèrent 3 à 4,000 prisonniers, 2 drapeaux, 10 canons et 7 mitrailleuses. Il fallut après cette épreuve décisive, songer à passer en Suisse et à y déposer les armes, si l'on ne voulait pas être réduit à se livrer à l'ennemi. Une convention fut conclue le 1^{er} février entre le général Clinchant, successeur de Bourbaki, et le général Herzog, commandant les troupes fédérales rassemblées sur la frontière, et le passage de nos troupes s'effectua immédiatement.

Quatre passages principaux donnent accès de France en Suisse à travers le Jura. Le 1^{er} au nord est le col des Brennets, qui conduit de Morteau au Locle; le 2^e est traversé par la route qui de Pontarlier passe sous le fort de Joux et aboutit aux Verrières; le 3^e se dirige de Jougne à Orbe, et le 4^e enfin, le plus au sud, est commandé par le fort des Rousses et aboutit à Saint-Cergue.

La majeure partie de l'armée déboucha par les Verrières. Le 18^e corps fermait la marche et le bataillon des mobiles de l'Allier du 77^e de marche eut à soutenir un léger engagement d'arrière-garde, à la suite duquel quelques hommes de ce bataillon se seraient retirés dans le fort de Joux. Un détachement peu important, qui formait sans doute l'extrême arrière-garde de l'armée, avait pénétré en Suisse par les Brennets. Le reste des troupes françaises entra par Jougne, le passage des Rousses ayant été intercepté par la marche de l'ennemi. Le corps de Crenmer fut, en effet, obligé de se replier en arrière, une partie gagna Rochejean et Jougne, et le reste, comprenant les 57^e, 60^e, 32^e de marche et la 3^e légion du Rhône, furent contraints, après avoir dû abandonner leur artillerie, de se frayer un passage par dessus les hauteurs. Cette malheureuse division, partie de Foncine-le-Haut dans la nuit du 31 janvier au 1^{er} février, parvint le lendemain, à 6 heures du soir, au Sentier, dans la vallée de Joux, après une marche dont on peut comprendre les fatigues et les souffrances. Il fallut ensuite escalader le mont Tendre, sous la conduite des soldats suisses, qui dirigèrent nos compatriotes sur Vevey et Lausanne. Ainsi se termina cette lamentable odyssée, suite inévitable d'une campagne entreprise à la légère, et dont nos journaux peuvent, en grande partie, revendiquer la responsabilité, par la persistance aveugle avec laquelle ils ont poussé à une expédition, dont le succès, à peu près impossible dans les circonstances actuelles, ne pouvait, en tous cas, aboutir qu'à des résultats passagers, médiocres et insignifiants.



UNE AFFICHE HISTORIQUE.